

Six Mesures d'Urgence pour les Jeunes



**Du plan Juppé à la
révolte contre le
libéralisme**



Vendu 5 F soutien 10 F

Jeunesses communistes révolutionnaires - Révolution égalité démocratie

Introduction :

Du retour de la droite au pouvoir à la révolte contre le Plan Juppé...

Après quatorze ans d'une gauche qui a trahi tous ses engagements, qui n'a pas lutté contre le chômage (et même réduit les indemnités chômage), qui a pressuré les salariés et fait des cadeaux aux patrons, qui a étendu les statuts précaires pour la jeunesse, qui a insidieusement remis en cause l'égalité de tous devant les études, attaqué les immigrés, la droite a fini par revenir au pouvoir. L'échec de la gauche est lié à son incapacité à faire émerger un projet différent de celui mis en oeuvre depuis quatorze ans.

Certes Balladur a subi une défaite, discrédité par sa politique brutale de remise en cause des acquis sociaux (instauration d'un SMIC jeunes avec le CIP). La droite s'est donc présentée très divisée à l'élection présidentielle, talonnée par un FN dont l'ascension à 14,5% fait aussi partie du bilan de la gauche.

Mais Chirac en a profité pour apparaître comme porteur d'un

projet différent, et rafler la mise.

Le projet "différent" de Chirac n'aura tenu que le temps d'une campagne électorale, le temps de dire qu'il fallait s'attaquer à "la fracture sociale".

*Six mois après l'élection présidentielle, tout cela est mis au placard et c'est une nouvelle vague de remise en cause des acquis sociaux que Juppé est chargé d'appliquer. En effet, la vraie difficulté à laquelle se heurte le nouveau gouvernement est **qu'il ne dispose pas en réalité d'une "autre politique"**, et qu'il n'a pas d'autre projet que de revenir aussi vite que possible à l'orthodoxie néolibérale dont il ne s'est écarté que dans les discours.*

Dès la discussion sur le Budget 96, le ton est donné, les économies sont maximum, y compris sur les postes comme l'Éducation où les besoins sont immenses. Les salaires des fonctionnaires sont "gelés" pour 96, et un plan de réforme de la Sécurité sociale est annoncé.

Premier acte : Le Plan Juppé sur la Sécu

Le plan Juppé constitue une attaque sans précédent contre le système de protection sociale.

Toute une série de mesures visent à faire payer le «déficit» par les salariés. La cotisation de *Remboursement de la dette (RDS)* va frapper les plus pauvres ; même les pensionnés touchant le minimum vieillesse (3322F) vont être taxés. La CSG, élargie à tous les revenus à partir de 1997, vient d'être à nouveau augmentée.

Sachant qu'aujourd'hui, 94% du montant de la CSG provient des revenus salariés et seulement 6% des revenus financiers, il est clair que ce ne sont pas les profits qui sont imposés en priorité, et que ce sont donc les salariés qui payent essentiellement pour le déficit de l'État et de la Sécu. Au nom de la lutte pour l'emploi, il faudrait "soulager" les entreprises, vieille recette **qui n'a eu aucun résultat sur les embauches depuis 15 ans**. De plus, le gel des allocations familiales va frapper durement les familles les plus modestes.

On nous rebat les oreilles avec le prétendu "déficit" de la Sécu, en maquillant grossièrement

les chiffres. Pour parler de plus de 200 milliards de déficit, Juppé a commencé par additionner les déficits des trois dernières années.

Déficit : le grand bluff !

L'idée qui est derrière, c'est qu'on ne peut tolérer un déficit sur la Santé. Or qui peut prévoir les dépenses de Santé, et qui peut justifier qu'elles ne doivent pas augmenter ? L'apparition de nouvelles maladies (Sida), de nouveaux traitements (vaccination de masse contre l'hépatite B), sont pourtant des phénomènes qu'on ne peut prévoir et mesurer à l'avance. S'il fallait que la santé soit rentable, on peut craindre que les comptables finissent par nous interdire de nous soigner.

D'autant que les pertes annuelles de la Sécurité sociale sont largement liées à la crise économique. Une étude de l'OFCE, organisme économique peu suspect de sympathie pour les grévistes vient d'annoncer que "*si la croissance française avait été supérieure, les différentes branches de la Sécurité sociale ne*

quand ils ne leur proposaient pas des exonérations de charges sociales (qui consistent justement à dispenser les entreprises de donner leur part à la Sécu), sont donc

largement responsables de la situation actuelle.

N o u s
pensons que la
santé devrait
déterminer les
choix en terme
de protection
sociale et de
dépenses, **et non**
des logiques
financières de



de déficit structurel, pas de tare de naissance, contrairement à ce qu'affirme Juppé. Sa réforme a donc des raisons différentes que celles qu'il prétend.

Plus en détail, signalons que l'existence de plus de trois millions de chômeurs correspond à des pertes de dizaines de milliards, et que les dettes des entreprises (certaines ne payent plus leurs cotisations à la Sécu depuis des années) se montent à près de 80 milliards.

La crise, et le fait que les gouvernements aient toujours fermé les yeux sur les dettes patronales,

rentabilité. Et commencer par mettre de l'ordre en nationalisant les trusts pharmaceutiques serait une mesure d'utilité publique, car la loi du profit en matière de santé fait que ce sont toujours les usagers qui payent la différence, pour des produits dont la qualité et l'utilité sociale ne sont pas forcément établies.

L'État fait main basse sur la Sécu

Au-delà de ces mesures, le plan Juppé impose également une réforme structurelle de la Sécurité

sociale. Actuellement, la protection sociale est gérée de manière paritaire par les syndicats et le patronat. Le plan Juppé prévoit de faire passer cette gestion entre les mains du Parlement. Celui-ci pourra alors fixer les orientations générales de la protection sociale et déterminera le taux d'évolution des dépenses par grands secteurs (hôpitaux, médecine de ville,...), par des conventions entre l'État et les caisses, et leur répartition par région. Le contrôle du Parlement sur les budgets sociaux **instaure une dépendance totale du système de protection sociale vis à vis des choix budgétaires du gouvernement.**

Actuellement, la destination de la cotisation est clairement déterminée ; la législation fiscale, elle, repose sur le principe inverse : un impôt collecté n'est pas affecté à une destination particulière. Qui

peut être assez naïf pour croire que le pouvoir libéral ne va pas amputer le budget social ?

Contrôler...pour mieux saccager !

Le plan Juppé est donc à l'opposé de l'objectif de la création de la Sécu en 1945, qui était la mise en oeuvre de la démocratie sociale, c'est-à-dire le contrôle par les assurés eux-mêmes du *salaire différé*, c'est à dire d'une part de leur salaire qu'ils renonçaient à toucher directement, versée dans le "pot commun" de la Sécurité sociale. Celle-ci, en contrepartie, prenait en charge le paiement des frais de santé et de vieillesse, sur un principe de solidarité. Cette solidarité est l'idée que tout le monde paye, pour que ceux qui seraient malades soient remboursés.

De plus le plan Juppé ouvre la voie à des projets de *retraite par capitalisation*. La loi qui devrait introduire cette épargne-retraite dans le système instaurera une rupture par rapport au système actuel dit de répartition, fondé sur le principe de la solidarité entre générations. Chacun cotiserait pour soi-même, et toucherait à sa retraite l'équivalent de ce qu'il a versé. En fonction des aléas subis (périodes



de chômage, maladie, entreprises pratiquant de très bas salaires), on pourra toucher une retraite misérable ou une meilleure retraite.

La crise s'aggravant, les jeunes peuvent être inquiets : s'ils y pensent un instant, il n'est pas sûr que ni eux ni personne d'autre ne pourra payer leur retraite.

Pourquoi Juppé veut-il faire passer la Sécurité sociale sous le contrôle du Parlement ? En fait, il veut faire profiter le secteur privé de l'énorme masse monétaire gérée par la Sécu. Le budget de celle-ci, de 2000 milliards par an, dépasse de loin celui de l'État lui-même (1400 milliards par an). Ces sommes suivent un circuit qui fait peu de bénéficiaires hormis les médecins libéraux et les fabricants de médicaments. En contrôlant toutes ces sommes, et en faisant des privatisations, le gouvernement offrirait donc des **centaines de milliards de francs aux assurances privées, à des caisses de retraite privées**, aux banques, etc. Le gâteau intéresse beaucoup de monde.

Comme les privatisations généralisées sont un dogme absolu depuis quelques années, le gouvernement n'aura pas de trop de mal à justifier celle de la protection

sociale. La seule protection qui resterait à la charge de l'État serait une protection minimale, dite "assurance maladie universelle" par Juppé lui-même. Attention, dans sa bouche, "universelle" signifie de mauvaise qualité pour tous !

L'autre raison qui pousse la droite à demander à l'État de s'emparer de la Sécu est que ces 2000 milliards sont **un salaire indirect** qui tend à augmenter avec l'augmentation des dépenses de santé. Alors que la logique libérale veut diminuer le "coût du travail", (ce que les salariés "coûtent aux patrons"), cela fait désordre, et fini par coûter trop cher. Donc, de la même manière que les salaires directs n'augmentent quasiment plus depuis plusieurs années, il s'agit maintenant de freiner radicalement les salaires indirects, mais pour cela, il faut que l'État tienne les manettes de commande.

Maastricht et le plan Juppé

Au cours du mouvement social, la question des critères de convergence contenus dans le traité de Maastricht a resurgi...par la force des choses. Ces critères sont des conditions très strictes que chaque État devra remplir d'ici 1999 pour participer à la monnaie unique. Conditions sur les "déficits publics", la stabilité des monnaies, l'inflation, etc. Curieusement, aucune condition n'existe sur les taux de chômage, qui sont les derniers des soucis des libéraux européens.

Comme le dogme libéral qui triomphe en Europe fait que, pour avoir une économie "saine" (monnaie forte et stable, situation attirant les investisseurs étrangers), il faut faire baisser le plus bas possible le coût du travail, chaque pays doit détruire son "État-providence" avant d'entrer dans la monnaie unique. Qui dit État-providence dit État qui dépense beaucoup, avec de forts services publics, un système de santé fortement remboursé, etc. C'est trop de dépenses, pas assez de profits pour les marchés économiques. Cela ne va pas dans le sens d'un coût du travail très bas.

Le plan Juppé s'inscrit donc dans la ligne des politiques de rigueur budgétaire imposées en Europe par le traité de Maastricht comme ailleurs dans le monde par le FMI et la Banque Mondiale. Mais Juppé est bel et bien coincé. L'existence même de la Sécu représente un des acquis du mouvement ouvrier incompatible avec le "*système des marchés ouverts et concurrentiels*", défendu par le traité de Maastricht. Bien sûr, il y a de fortes chances que Maastricht ou pas Maastricht, Juppé aurait quand même mené une politique de remise en cause des conquêtes sociales.

Ceci dit, tout ce qui va dans le sens d'une garantie de l'emploi, des salaires ou des retraites est "*incompatible avec l'entrée dans l'Europe de Maastricht*", de l'aveu même d'Alain Touraine, membre de la commission Minc dont les conclusions ont servi de base au plan Juppé. Ce n'est donc pas un hasard si Juppé a choisi pour cible le statut des fonctionnaires et autres agents des services publics, dernier rempart contre la précarisation généralisée de tous les salariés, sous la pression d'un chômage et d'une exclusion de plus en plus massifs.

Mais Juppé est aussi pressé par le temps. Le Sommet européen de Madrid du 16 décembre 95 a prévu le passage à la monnaie unique pour 1999. Cela veut dire **qu'il ne reste que trois ans au gouvernement pour mettre l'ensemble des salariés au pas.** Et les deux termes de la contradiction augmentent : sous l'effet du ralentissement de l'économie, les déficits publics augmentent, et la résistance sociale à cette politique augmente, elle aussi.

Résistances en Europe contre un mauvais Traité

Le mouvement français n'est pas le premier de la série. Il ne sera pas le dernier. La résistance sociale en Italie, initiée en juillet 92, est encore plus forte qu'en France. La Belgique a connu un formidable mouvement gréviste, avec en point d'orgue la grève "totale" du 26 novembre 93. Et durant toute la lutte en France, les yeux de millions de travailleurs européens étaient braqués sur le dénouement : la grève de décembre est apparue comme un bras de fer avant le sprint final des bourgeoisies européennes vers la monnaie unique.

Le Traité de Maastricht n'était pas un bon traité, il ne proposait pas plus d'Europe mais une Europe forteresse, une Europe des riches où régnerait la "déréglementation", terme élégant pour ne pas parler de la loi du plus fort. Dans un cadre de ce type, on ne pourra qu'assister à une augmentation du chômage de la précarité et des bas salaires. Nombreux sont ceux qui l'ont compris aujourd'hui, et si le vote avait à nouveau lieu, le NON l'emporterait sûrement. Non pas que nous soyons des fanas du chacun chez soi à la Le Pen, nous voulons plus d'Europe, mais une Europe de la justice sociale, une Europe qui protège les statuts et acquis sociaux, qui lutte réellement contre le chômage, l'inverse de l'Europe qu'ils nous préparent.

Deuxième acte : Le mouvement de décembre

Ce mouvement est la sixième grande vague de lutte des travailleurs de France depuis le début du siècle. Cette reprise de l'action collective est essentielle face aux plans prévus par la droite, alors que le nombre de jours de grève n'avait jamais été aussi bas. C'est un tournant, en pratique et dans les esprits : sympathie très forte pour la grève, fort ressentiment contre les politiques libérales. En quelques jours, nombreux sont ceux qui ont fait plus de politique qu'en plusieurs années. On parlait tous les jours de la grève, de la nécessité que Juppé lâche prise, de l'unité entre salariés, chômeurs et étudiants ; les cheminots trouvaient la voie des amphis et étaient chaleureusement accueillis.

Depuis mai 68, on n'avait pas vu cela ! Et ce n'est peut-être qu'un début. Nous devons tout faire qu'il y ait une suite, car c'est le seul moyen pour arrêter les attaques économiques.

Au delà du plan Juppé, rejeté par 60 % de la population, c'est une

logique de société qui était rejetée : logique qui veut qu'on détruise les acquis sociaux, le service public, que les actifs travaillent plus longtemps alors que le chômage et la précarité s'étendent. Il ne s'agissait donc pas d'un mouvement catégoriel, ni d'un mouvement rétrograde.

Le 10 octobre, une mobilisation de 24 h de la fonction publique avait fait remarquer que certains secteurs étaient très mobilisés. Certains comme la SNCF attendaient depuis longtemps l'entrée en mouvement, et c'est l'annonce du contrat de plan État-SNCF qui a fait entrer cette dernière en grève générale à partir du 24 novembre. Tous les syndicats de cette branche se sont alors ralliés au mot d'ordre de grève. Celle-ci s'est étendue quelques jours après à la RATP, puis a contaminé les centres de tris postaux, France Télécom, EDF-GDF, des dizaines d'hôpitaux, l'enseignement primaire, secondaire, et supérieur...

Ces catégories sont parfois entrées massivement en

mouvement, allant jusqu'à voter tous les jours la grève reconductible. Du jamais vu pour les instits ! Dans les villes de province, les manifestations et les grèves ont été en général très massives, gagnant certains secteurs municipaux ou du privé comme les transports et le nettoyage urbain à Bordeaux, Toulouse, etc.

Le prolétariat : coucou le revoilà !

Le prolétariat, c'est à dire l'ensemble des salariés, est de retour, et cela s'est vu. Même si seule une partie des salariés s'est mobilisée, de larges couches qui n'en avaient pas l'habitude sont entrées en lutte ensemble...

Cela constitue une nouvelle donne, un tournant social très important, qui nous conforte dans l'idée que le **libéralisme ne pourra pas s'imposer éternellement**, que l'action de masse peut le faire reculer, et que d'autres logiques peuvent émerger sur la base des revendications. La résignation,

c'est fini !

Victoire exemplaire des traminots

Les traminots marseillais se sont battus 33 jours pour obtenir que le statut spécial des jeunes soit annulé. Embauché pour le même poste, un jeune qui arrivait avait droit à des horaires plus longs, et à un salaire plus bas que les salariés plus anciens. Cette victoire montre que même ce que les gouvernants considèrent comme acquis peut toujours être remis en cause. C'est une question de rapport de forces.



La malchance aura été que le mouvement étudiant s'est éteint quand le mouvement social prenait de l'ampleur. Mais là où ils étaient simultanés, cela a donné lieu à des rencontres intéressantes. Plus largement, l'idée que les salariés se battaient aussi pour l'avenir de la jeunesse était présente. Eux savent que leur statut est meilleur que celui auquel des jeunes peuvent prétendre.

L'autre difficulté de cette grève est qu'elle n'a pas été générale, qu'elle ne s'est pas étendue au privé, qui représente pourtant plus de 15 millions de salariés contre 5 millions dans le public. Si le privé s'était mis en grève, il aurait paralysé totalement l'économie, et vraiment fait peur au patronat.

Le mouvement a donc eu ses faiblesses, en s'organisant peu, et en s'en remettant aux syndicats que tous savaient divisés. Et ceux-ci n'ont rien fait pour aider le privé à entrer dans la danse, en lui proposant des objectifs d'action. Il faut dire que

le PS et le PCF étaient

Grève générale !

déjà assez effrayés que le mouvement ne les déborde, comme cela avait failli être le cas un certain mois de mai. D'où les affirmations martelées que *"le mouvement devait rester social"*, qu'il *"ne fallait pas demander la démission de Juppé"*, idées partagées par les deux frères ennemis. La peur des masses en mouvement a donc pris le dessus, au détriment des revendications, puisque, dans la confusion, Juppé a soufflé le chaud et le froid en mettant sa démission dans la balance et en proposant un "sommet social" pour que les

syndicats n'appellent plus à poursuivre le mouvement.

On peut discuter pour savoir s'il y avait des signes d'essoufflement au moment où les syndicats ont appelé à "poursuivre le mouvement sous d'autres formes". Les fêtes de Noël approchaient, il était clair que le privé n'entrerait plus en grève, certains allaient sur leur quatrième semaine de grève...

Mais si dès le début du mois de décembre, on avait eu une unité syndicale, un appel commun au secteur privé à entrer dans le

mouvement
sur ses
propres

revendications concernant la retraite, et un temps fort de mobilisation un dimanche permettant à tous les salariés du privé et du public, retraités et chômeurs, de manifester ensemble, les choses auraient peut-être été différentes.

C'est une grève générale qui aurait permis la victoire, et la permettra encore à l'avenir. Au lieu de cela, on a eu une succession de manifestations deux fois par semaine, et pas de stratégie nationale d'extension et de progression dans le rapport de force.

Seuls les Guignols de l'Info ont fait office de "Comité de propagande de la grève" en lançant le Juppéthon, Juppé ayant dit quitter le pouvoir à deux millions. Mais cela ne pouvait pas suffire.

Si le PS et le PCF ont été si discrets pendant le mouvement, c'est pour différentes raisons. Le PS était en partie d'accord avec le plan Juppé, ou sa logique globale, mais désapprouvait sa "méthode". Il a refusé un soutien franc et massif au mouvement, et refusé un seul instant de parier sur la crise politique. Est-ce parce qu'il ferait la même chose au pouvoir que le PS n'est pas pressé de remplacer Juppé ? Certainement, mais aussi parce que son idée de l'exercice du pouvoir n'est pas compatible avec un pouvoir sous le contrôle des travailleurs en grève. Arriver au pouvoir sur la base d'une énorme crise sociale et politique serait trop acrobatique.

Quant au PCF, il a fait la

sourde oreille quand la rue demandait massivement la démission de Juppé, il n'a pas non plus appelé à la grève générale, ni relevé que ce mouvement posait objectivement la question de la dissolution de l'Assemblée nationale. Un langage anti-libéral n'empêche donc pas de curieuses extinctions de voix quand la rue menace d'échapper à tous contrôle.

Continuons le combat !

Or, à plusieurs moments, le mouvement social aurait pu prendre des chemins inattendus. Dans une situation de grève générale, alors que le PS et le PCF veulent respecter le cadre du système capitaliste français, ou s'y sont ralliés pendant des années, ils n'ont pas d'autre perspective politique à offrir, et, dans ce contexte, ne veulent pas arriver au pouvoir.



appelées par de nombreux syndicats le dimanche 11 février. Elles doivent être un succès ! Et elles posent de nouveau la question de la suite à donner. Que faire après le 11 ? Les syndicats, les différentes organisations, **les salariés, doivent aller vers un nouveau bras de fer avec Juppé, pour qu'il retire définitivement la totalité de son plan.**

Les fonctionnaires ont certes sauvé leurs retraites, les cheminots leurs emplois, mais l'essentiel du plan sur la Sécu va s'appliquer. Le RDS, taxe de nouveau, et surtout les salariés ; les cotisations des chômeurs et des retraités sont augmentées, les hôpitaux publics sont dans le collimateur pour le mois d'avril... Et surtout le Parlement prend progressivement le contrôle des objectifs de dépenses et de recettes de la Sécurité sociale.

C'est pour cela qu'une gigantesque manifestation nationale devrait être organisée à Paris, pour empêcher cette Assemblée désavouée par la rue de voter les "ordonnances" sur la Sécu, et remettre en débat l'idée de reprendre la lutte. Des manifestations régionales sont

Juppé et le mouvement étudiant : après les pommes, les pépins...

Les étudiants qui se sont massivement mobilisés en novembre et décembre derniers ont ouvert une brèche dans la lutte contre le gouvernement Juppé et sa politique anti-jeunes. Rompant avec le fatalisme que pouvait leur inspirer la dégradation croissante des conditions d'études à chaque rentrée, ils ont montré aussi qu'ils n'étaient pas dupes du discours gouvernemental sur l'austérité budgétaire. Alors que, à droite, comme à gauche, beaucoup semblaient d'accord pour

**Leur seule politique :
l'asphyxie !**

réduire les dépenses publiques, et même dans les domaines de la santé, de l'éducation, les étudiants ont montré que leurs préoccupations étaient à l'amélioration de leurs conditions d'études et de vie, et qu'il y avait visiblement comme une contradiction entre les deux...

Déjà en 1993 et 1994, des mouvements locaux avaient éclaté, durant plus d'un mois, comme à Nantes et à Rennes, sur des revendications, allant de plus de

profs et de locaux à la réquisition des facs privées (bien évidemment financées par des fonds publics !) en passant par un réinvestissement dans l'aide sociale étudiante.

La publication du "rapport Laurent" en mai dernier avait provoqué un véritable tollé. On pressentait qu'il constituait le programme de la droite en la matière : remise en cause générale de l'aide sociale, régionalisation de l'Enseignement supérieur,

adaptation du contenu des formations aux besoins des

entreprises...

La rentrée universitaire a été cette année encore placée sous le signe des provocations gouvernementales. Tout d'abord les étudiants ont eu droit une nouvelle fois à l'austérité, avec un budget de l'enseignement supérieur en «hausse» réelle de 2,9%, ce qui est très nettement en-deçà des besoins, si l'on rapporte ce chiffre à l'augmentation des effectifs (environ + 10% à cette rentrée), sans même parler du retard

accumulé depuis des années.

La création, depuis 1990, d'antennes délocalisées ou de petits centres un peu partout sur le territoire ne s'est pas accompagnée de moyens suffisants. Une «université nouvelle», comme celle de La Rochelle, s'est ainsi avérée être une des plus mal loties du pays. Plutôt que de programmer les moyens et de répondre à la demande sociale qui reste forte en matière d'accès à l'enseignement supérieur, c'est l'asphyxie des universités que programment les gouvernements qui se succèdent ! C'est leur réponse à tous ceux qui prétendent avoir accès aux connaissances, à une formation qualifiante.

Remise en cause de l'aide sociale

Parallèlement, la baisse,



mise en oeuvre à cette rentrée, de l'ALS (allocation-logement) pour les étudiants colocataires, ainsi que la tentative de remettre en cause le droit à cette allocation, a complété le tableau et montré quelle était la «volonté de réforme» du gouvernement. L'ALS est en effet l'une des seules aides substantielles attribuées à laquelle peuvent prétendre tous les étudiants. Même si son montant est très insuffisant, elle permet, dans son principe, un début d'autonomie vis-à-vis de ses parents, en facilitant la location d'un logement indépendant. Mais le coût d'une telle mesure semble être de trop pour un gouvernement plus soucieux de faire des cadeaux fiscaux aux chefs d'entreprise que du bien-être des étudiants. C'est Simone Veil, ministre de Balladur, qui avait publié les décrets, mis en application à cette rentrée, qui diminuent l'ALS pour les colocataires et suppriment le versement de cette allocation pour le dernier mois de location.

De son côté, Philippe Auberger, rapporteur de la Commission des Finances à l'Assemblée Nationale, en tentant de supprimer le cumul de la demi-part fiscale dont bénéficient les parents ayant des enfants étudiants, avec la perception de l'ALS, allait dans le même sens. En effet, la

conséquence d'une telle mesure aurait été d'obliger des parents à choisir entre une réduction de leurs impôts et l'allocation que leurs enfants touchent. Ajoutons à cela les montant des bourses qui stagnent, et l'insuffisance du nombre de ceux qui en bénéficient, des services sociaux qui attribuent des aides au compte-gouttes, des expulsions d'étudiants qui ne peuvent plus payer le loyer de leurs chambres en Cité-U...

Comme on le voit, la rigueur budgétaire devait, pour le gouvernement, concerner également les étudiants, et il fallait faire des économies sur leur dos, comme sur celui des salariés, ou des fonctionnaires. Dans ce cadre on a bien compris que le mot «réforme» signifie dans la bouche d'un Juppé la remise en cause de tous les acquis sociaux.

Sur-dotés ou sous-dotés ?

Dans ce contexte, la rentrée a été marquée dès le début du mois d'octobre par des mobilisations locales pour obtenir des moyens supplémentaires. L'une des plus massives et des plus déterminées fut celle de la faculté des sciences

de Rouen, où profs et étudiants se sont retrouvés côte à côte dans la grève, dès le 9 octobre, pour exiger tout simplement leur dû, à savoir l'alignement de la dotation réelle de l'université, pour 1995, sur la dotation théorique. En effet, dans de nombreuses universités, les étudiants ont pu découvrir cette année que l'État ne respectait même pas les critères qu'il a lui-même définis, puisque les dotations de fonctionnement attribuées réellement aux universités ne

Réquisition des facs privées !

correspondent pas, et de loin, aux dotations telles qu'elles sont déterminées selon les normes administratives. Pour ce qui est de la fac de Rouen, il manquait 12 millions de francs, sans parler des déficits, reconnus par le ministère, en termes de postes d'enseignants et de personnels IATOS. Mais une situation similaire existait dans de nombreuses universités. Et le Ministère, tout comme la presse, a fait mine de découvrir une réalité que les étudiants vivent depuis de nombreuses années (à savoir la misère des universités, parents pauvres d'un système éducatif lui-même largement naufragé), tout en tentant une opération d'intoxication sur les universités qui seraient sur-dotées en moyens matériels.

Rouen montre la voie...

Mais les étudiants ne se sont pas laissés diviser. Au contraire la victoire des étudiants rouennais a montré le chemin à suivre et a sans doute été un des éléments déclencheurs des mobilisations qui ont suivi. En montrant qu'il était possible de faire céder le gouvernement, ils ont incité les étudiants des autres universités à s'engouffrer dans la brèche. D'autres mobilisations sur le même thème ont alors débuté dans de nombreuses facs (Metz, Toulouse, Aix, Montpellier, Perpignan, Orléans...), pour constituer finalement un mouvement national sur les conditions d'études.

C'est en effet cette question des moyens financiers qui a été l'élément unificateur de toutes les mobilisations locales. Cela s'est traduit par le refus des étudiants de toutes les mesures de sélection illégale que les administrations des universités mettent en place pour "remédier au problème" du manque de places, celui aussi des conséquences induites par la dégradation de leurs conditions d'études, à savoir l'échec massif en premier cycle, **qui constitue une véritable forme de sélection sociale**. L'existence de pôles

universitaires privés, financés par des fonds publics, dont la "fac Pasqua" est le symbole, a été vécue par le mouvement comme une véritable provocation.

En réclamant des crédits d'urgence, à la hauteur de **quatre milliards de francs tout de suite, une loi de programmation de cinquante milliards de francs sur cinq ans**, ou la réquisition des facs privées, les étudiants, loin de faire



preuve de "gauchisme", ont de fait marqué leur opposition à la logique gouvernementale en la matière et ont exprimé leur exigence d'un service public d'enseignement supérieur qui garantisse le droit de chacun à poursuivre les études de son choix. Et, pour la première fois, un mouvement d'ampleur nationale a eu lieu sur des revendications «en

positif», et non contre un projet gouvernemental (réforme Devaquet en novembre-décembre 1986 ou CIP en 1994).

Qui plus est, le mouvement étudiant a souvent pris une **tournure très radicale**. Les occupations de locaux universitaires, de CROUS, de rectorats, auxquelles ont participé de nombreux étudiants, en témoignent. A Rouen, des débats ont eu lieu pour savoir si l'envoyé du Ministère allait être séquestré ; à Metz, la question a été tranchée, puisque la médiatrice envoyée a été retenue pendant quelques heures. C'est dire la détermination des étudiants, et l'absence de confiance dans un gouvernement, duquel on attend plus que de simples promesses. Après les pommes, ce sont bel et bien les pépins qui nous tombent dessus !

Malaise et choix de société

Mais au-delà des revendications matérielles, strictement étudiantes, c'est un véritable "mal-être" que les étudiants ont exprimé à travers ce mouvement, qui renvoie au "malaise" plus général de la jeunesse de ce pays, véritable génération sacrifiée. La dureté et la

précarité des conditions de vie d'une partie croissante d'étudiants, obligés de prendre un "petit boulot" (40% d'entre eux), de s'endetter pour vivre, et qui voient par ailleurs les aides sociales remises en cause (ALS, stagnation des bourses, faiblesse des moyens des "*Aides individuelles exceptionnelles*", ou des *Fonds de solidarité universitaire...*), a été un des ressorts profonds du mouvement, de même que la perspective du chômage dont les étudiants savent qu'elle est probable pour eux lorsqu'ils entreront sur le marché du travail, même avec un diplôme.

De ce point de vue, le récent mouvement se place dans la continuité de celui contre le CIP, qui avait vu ce type de préoccupations apparaître. Bien évidemment cela est à mettre en lien avec les transformations en cours dans le milieu étudiant, puisqu'avec la massification de l'enseignement supérieur, des étudiants issus des classes les moins favorisées arrivent de plus en plus nombreux à l'université, **sans disposer des moyens qui leur garantissent des conditions de vie décentes**, ou d'éviter le chômage ou les statuts précaires après les études (quand ils parviennent à obtenir leur diplôme, puisque qu'ils sont les premiers touchés par

l'échec en premier cycle et quittent souvent l'université avec le seul baccalauréat).

Même si le mouvement a eu des difficultés à traduire sous forme de revendications précises cette aspiration à des conditions de vie meilleures, c'est bien ces questions, le chômage, la précarité, qui étaient présentes dans la tête de chaque étudiant mobilisé.

Des discussions se sont donc engagées dans les AG sur ce que pourrait être un statut social de l'étudiant ; l'idée

d'une allocation

d'études pour tous,

qui garantisse

des conditions

de vie décentes, et

l'autonomie matérielle

(et donc

morale) vis-à-vis des parents, a fait son chemin. La mise en oeuvre d'une logique alternative, qui permette la création de vrais emplois, utiles socialement, a été discutée, et aussi quelquefois la question de la réduction du temps de travail. La mise en avant par le mouvement, comme revendication importante, de l'égalité entre

étudiants français et étrangers, à travers l'abrogation de toutes les dispositions racistes en la matière (circulaire Sauvé-Marchand et autres lois Pasqua), a également montré que sur ce terrain, un potentiel de mobilisation existe. C'est toute la politique de ce gouvernement anti-jeunes, anti-immigrés et anti-salariés qui a été objectivement remise en cause !

Un des enjeux du mouvement qui s'étendait était de se doter

des structures démocratiques

pour gagner. La

constitution de

coordinations a été

un des éléments

qui a permis

l'extension

du mouvement et la construction du rapport de forces avec le gouvernement. Elle correspondait par ailleurs à une aspiration des étudiants à contrôler leur mouvement et à organiser leur lutte. Malgré les manoeuvres et autres élections-bidons de délégués, qui ont été le fait même de courants politiques (*Gauche socialiste* de

Génération sacrifiée



Julien Dray, *Union des étudiants communistes, Lutte ouvrière...*), la tenue de quatre coordinations a montré que le problème posé était global, et pas seulement celui de quelques universités isolées, a permis l'élaboration des revendications présentées à Bayrou le 3 décembre, et a évité l'éparpillement des luttes.

Unité et organisation du mouvement

L'attitude de la direction de l'UNEF-ID, son refus de reconnaître la légitimité des coordinations et des délégués élus et mandatés par leurs AG, a conduit ce syndicat dans un mur... La direction de l'UNEF a, quant à elle, accompagné le mouvement sans offrir de réelles perspectives, tout en cherchant à ramener les revendications à un échelon inférieur, «TD par TD, amphi par amphi».

Le rôle d'un syndicat étudiant **n'est pas de s'effacer** pendant un mouvement tel que celui-là, mais il doit toutefois **respecter les structures** d'auto-organisation dont se sont dotés les étudiants, **se mettre au service de la mobilisation**, et donc ne pas concurrencer les coordinations, en se posant par exemple comme

interlocuteur du Ministre de l'Éducation à la place du Bureau de la coordination.

Une vraie démocratie dans la lutte

L'émergence d'une frange radicale d'étudiants qui remettaient plus **globalement en cause** la société est à noter. Mais cette préoccupation a souvent été amenée de façon maladroite dans le mouvement. Ainsi a-t-on pu assister à une surenchère de revendications dont le lien avec la mobilisation était artificiel. Voter l'abolition du salariat en AG signifiait se trouver en complet décalage par rapport au niveau de la mobilisation. Pour les JCR-RED, il s'agissait de partir des problèmes concrets rencontrés par les étudiants, de les traduire en revendications en tentant d'étendre le mouvement à l'ensemble du milieu. Tout cela devait donc rester compréhensible par la majorité des étudiants mobilisés, et permettre à d'autres de rejoindre le mouvement. Certains, comme le *SCALP* ou la *CNT* ont pu se servir de cette frange radicale pour soit-disant "radicaliser le mouvement". Ils n'ont pu toucher ainsi qu'une minorité d'étudiants. De même,

sous prétexte de lutter contre les "manoeuvres bureaucratiques des syndicats", certains ont dit vouloir pousser à l'auto-organisation du mouvement. Préoccupation juste, mais mise en pratique de manière contre-productive. Il fallait que des comités de grève soient élus partout, associant étudiants syndiqués et non-syndiqués, et non pas refuser l'élection de tels comités sous prétexte qu'ils seraient "manipulés par les syndicats".

Refuser que le mouvement se structure nationalement, en proclamant que seules les AG pourraient spontanément diriger et renforcer la lutte, était une illusion permettant au contraire toutes les manoeuvres bureaucratiques. Il en allait de même pour les coordinations. La CNT, en se proclamant service d'ordre de la coordination puis du bureau de la coordination, mais n'ayant été ni élue ni mandatée pour cela, a ainsi nié toute démocratie. S'opposer aux manoeuvres bureaucratiques de certains dirigeants syndicaux ne peut pas passer par l'auto-désignation d'un groupe militant, quel qu'il soit, comme garant du bon déroulement de la lutte.

Des cheminots dans

les amphis...

Une des dimensions importantes de la mobilisation étudiante a été de se trouver confrontée à la montée en puissance du mouvement des salariés contre le plan Juppé. Si ce dernier a objectivement placé la première au second plan, en devenant l'enjeu politique central du moment, à travers le rapport de forces qu'elle engageait avec le gouvernement, des liens se sont toutefois établis de manière quasi-naturelle entre les deux mobilisations. Une solidarité s'est même concrétisée, à travers la participation, massive en province, des étudiants aux manifestations des salariés, à travers le versement de caisses de grève aux grévistes, ou les débats sur le service public, qui ont vu des cheminots, des employés de la Poste ou de France Télécom être invités.

Les étudiants ont compris que la question du service public d'enseignement supérieur rejoignait les luttes des salariés du secteur public et des fonctionnaires contre la logique de rentabilisation des services publics et contre leur démantèlement. La revendication de retrait du plan Juppé sur la Sécurité sociale a été reprise par un certain nombre d'étudiants mobilisés, conscients des

conséquences pour la jeunesse, et surtout pour les futurs salariés qu'ils sont, des dispositions de ce plan. En allongeant à 40 annuités la durée de cotisation pour la retraite, et donc en retardant les départs en retraite, c'est l'emploi des jeunes qui se trouvait une nouvelle fois dégradé. L'idée de l'unité d'action, autour de la conscience d'un intérêt commun, a été partagée de manière assez large, et c'est ce qui a aussi donné sa force au mouvement social de novembre et décembre.

Le mouvement étudiant qui vient de s'achever a été d'une importance inégalée depuis 1986, par sa durée, son ampleur, ou sa détermination. Mais, il ne s'est pas achevé sur une victoire, la satisfaction de ses revendications. **Les reculs du gouvernement ont été minimaux, et ne vont rien changer**, même à moyen terme, aux conditions d'études des étudiants. Le déblocage annoncé de crédits d'urgence n'est qu'un leurre puisqu'il s'agit essentiellement d'un redéploiement de crédits au sein d'un budget qui n'augmente pas de manière significative, avec en plus le transfert de postes du secondaire vers l'enseignement supérieur.

Réforme en vue ...Danger !

Il y a par contre de quoi être inquiets : l'annonce d'une **réforme de l'enseignement supérieur** pour la fin de l'année universitaire signifie que les étudiants doivent s'attendre à un ensemble d'attaques, puisque son contenu est d'ores et déjà en grande partie connu, à savoir le développement des filières courtes, professionnalisées, au contenu adapté aux besoins les plus immédiats des chefs d'entreprise. La "concertation", que ce soit avec la mise en place de la *Commission Fauroux* sur l'éducation, ou à travers le processus des États généraux lancé par Bayrou, n'est qu'une opération de diversion. En refusant de débloquer des crédits significatifs, ou d'abroger les décrets «Veil» sur l'ALS, Bayrou indique clairement, dès aujourd'hui, **qu'il ne s'agit pas pour lui de répondre aux exigences des étudiants.**

**Restons vigilants !
En matière
d'éducation aussi,
imposons une autre
logique !**

Pas d'avenir avec la crise et le chômage ! Pas d'avenir dans le racisme et le FN ! Pour des mesures d'urgence pour la jeunesse !

**La crise
ne peut plus
durer !**

Il s'agit d'une véritable catastrophe sociale. Chaque famille de salariés est actuellement concernée par ce fléau.

Depuis plus d'une vingtaine d'années, la crise ne fait que

Mais ces chiffres ne doivent pas masquer les millions d'emplois

s'aggraver, entraînant dans son sillage la misère qu'on connaît : le chômage, la précarité, l'exclusion sociale, la formation au rabais...

les promesses électorales des uns et des autres n'y ont rien changé. Aujourd'hui, presque officiellement, il y a plus de 3,3 millions de chômeurs dans le pays.

**EMBAUCHEZ
DES
APPRENTIS !**



précaires, qui ne sont jamais renouvelés et que les statistiques ne comptabilisent pas dans les chiffres du chômage. Le patronat embauche au rabais une main d'oeuvre pour quelques mois, avant de la "remercier" et de la renvoyer pointer à l'ANPE. Depuis 1990, plus des 2/3 des embauches se font en CDD (Contrat à

durée déterminée). Les emplois

stables sont devenus rares et les patrons utilisent la peur du chômage comme moyen de pression sur les salariés pour leur faire "accepter" les pires salaires et les pires conditions de travail. C'est de cette façon qu'on voit se multiplier les temps partiels imposés. Alors que les profits ne cessent d'augmenter, les patrons, dans leur logique de rentabilité, s'arrangent pour faire sauter leurs charges fiscales et sociales.

L'apprentissage comme nouvel esclavage

Dans le dispositif du chômage et de la précarité, les jeunes sont pris pour cible et se trouvent aux avant-postes des attaques patronales, notamment par le biais de l'apprentissage. Les CDD non renouvelés, les stages sous payés prétendument "d'insertion", les CES (*Contrat emploi solidarité*), tous les stages bidons, les emplois à salaire et à statut "spécial jeune" (dans la

logique du CIP), sont autant de moyens pour les patrons de faire des économies et de ne pas faire de réelles embauches. Dans cet arsenal, les femmes sont touchées de plein fouet par le chômage, voient leur salaire correspondre en moyenne à 2/3 de celui d'un homme pour le même emploi, quand on ne leur propose pas une allocation maternelle pour retourner au foyer.

Cette logique infernale a été mise en oeuvre par les différents gouvernements sous forme

d'allègements des charges, qui sont autant de cadeaux faits aux entrepreneurs et qui se comptent en centaines de milliards. Il faut dire que ceux-ci financent leurs campagnes électorales, et leur demandent des résultats !

On tente de nous faire croire que le chômage et la précarité sont une fatalité.

Pourtant, la crise et le chômage pourraient être combattus, s'il existait une volonté politique de rompre avec le libéralisme, et de prendre des mesures radicales qui



ne se limiteraient pas à ce que "tolèrent" patrons et banquiers. Ni la pensée unique, entretenue par les médias, ni les tentatives de division du gouvernement, s'attaquant aux immigrés pour les désigner comme responsables de la crise, ne changeront cette réalité que d'autres choix politiques sont possibles.

Racisme, fascisme, STOP !

À l'ombre du mouvement social, le gouvernement a poursuivi sa politique raciste contre les immigrés. Sous prétexte de lutte contre le terrorisme, le plan Vigipirate a permis depuis sa mise en place le 25 juillet 95, une chasse au faciès généralisée (près de trois millions de contrôles d'identité effectués).

Le projet de loi Toubon, qui prétend renforcer les mesures antiterroristes, s'attaque non seulement aux immigrés mais aussi aux personnes qui les soutiennent, en créant un **délit de solidarité** !

Plan banlieues : des balles caoutchouc et des petits boulots

Ainsi, sont visés les couples mixtes qui désirent se marier, et les associations antiracistes qui les défendent. Bref, pour ce gouvernement, être un étranger, aujourd'hui c'est un délit !

Et quand le gouvernement s'intéresse aux banlieues, c'est le choix de la provocation, et celui de la répression qui sont faits.

Toubon, prévoyant des affrontements entre les jeunes des cités et la police, a ajouté dans son projet un durcissement des peines

en cas d'atteinte aux "dépositaires de la force publique"... Au même moment, Debré équipe la police, pour patrouiller dans les cités, de fusils à balles de caoutchouc (symboles de la répression contre les jeunes palestiniens et sud-africains).

Quant à Raoult, c'est un "pacte pour la ville" qu'il propose aux banlieues. La





même qu'auparavant. Pour les cités, ce sont plus de flics (4000 policiers supplémentaires), des "maisons de corrections" nouvelle formule, la déréglementation pour les entreprises s'installant dans les banlieues (appelées "zones franches" comme dans le tiers-monde...), sans obligation d'embauche pour les résidents des quartiers concernés, et des emplois précaires qui entérinent le chômage massif des jeunes.

Et pour couronner le tout, une bonne dose de poudre aux yeux, le "partenariat" avec les associations ; pas n'importe lesquelles, il s'agit de filer du fric à celles qui voudront bien être tenues

en laisse par le gouvernement. Ne seront donc pas concernées les associations qui défendent les droits des immigrés...

Pendant ce temps, le FN n'a pas à s'inquiéter. Il était très mal pendant la grève, puisqu'il soutenait Juppé, mais n'osait le dire trop fort, et soutenait les grévistes, mais pas les syndicats. Bref, Le Pen s'embrouillait en craignant de démasquer sa vraie nature de meilleur ami des patrons. Mais une fois le mouvement fini, il va de nouveau profiter de la politique raciste de Juppé, en clamant que "l'original est préférable à la copie". La politique actuelle le légitime et le renforce chaque jour, tout en lui permettant de peser sur les choix politiques. A Toulon,



Marignane et Orange, ses sbires commencent à appliquer leur programme anti-immigrés, anti-social, anti-associatif, bref...un avant-goût de fascisme.

Dans le sillage des luttes !

Du mouvement contre le CIP à la mobilisation pour le retrait du plan Juppé, en passant par celle du 16 Janvier pour la défense de l'école publique, la lutte est toujours apparue comme le seul outil, le seul moyen, pour faire barrage aux attaques gouvernementales ou pour gagner sur nos revendications. **Nous le savons, nous ne pouvons compter que sur nos propres forces.** Comme par le passé, seule la lutte nous permettra de gagner.

Pour préparer les luttes à venir, renforçons les syndicats et associations.

Les JCR-RED militent au sein des associations et syndicats qui combattent les différentes attaques gouvernementales. Pour les droits des femmes, nous participons à la construction de différents groupes féministes ("*Marie Pas Claire*" à Paris...), de commissions anti-sexistes dans le cadre syndical, et nous sommes adhérents de la "*Coordination des associations pour le droit à l'avortement et à la*

contraception", (la CADAC). Pour la défense de immigrés ou des jeunes issus de l'immigration, contre le racisme, nous renforçons des organisations comme le *MRAP*, la *FASTI* ou *SOS Racisme*. Contre le fascisme, le racisme et le Front National, nous sommes partie prenante de *Ras l'Front*. Dans les lycées, nous participons à la *FIDL* ou aux *Comités d'action lycéens*. Dans les facs, nous militons dans les deux syndicats, *UNEF(se)* et *UNEF-ID*, dont l'unification est indispensable.

Ainsi, sur tous les fronts, nous menons le plus largement possible la bataille contre le gouvernement. Nous contribuons à construire ainsi toutes ces structures en y défendant toujours les mêmes principes : **pour des organisations syndicales, associatives qui soient réellement au service des jeunes et qui soient représentatives, indépendantes des appareils politiques, unitaires et démocratiques.**

POUR ROMPRE AVEC CETTE LOGIQUE ET SORTIR DE LA CRISE : SIX MESURES D'URGENCE POUR LA JEUNESSE !

Les derniers mouvements sociaux et étudiants ont montré que les revendications **remettaient en cause le choix du libéralisme**, que ce soit sous Chirac et Juppé ou sous la gauche au pouvoir, au nom d'un soit-disant réalisme, qui est en fait la soumission totale à la loi du profit et des marchés.

Aujourd'hui, le patronat et la bourgeoisie puisent dans nos poches au nom de la compétitivité et de la concurrence. La société à deux vitesses n'en finit pas : les profits augmentent d'un côté, de l'autre, c'est la misère, le chômage et la précarité qui progressent. Les gouvernants nous expliquent qu'il faut se serrer la ceinture et savoir "faire des sacrifices". Quand la coordination étudiante demande une loi de programmation de 50 milliards, la réponse est non, à cause d'un soit-disant manque de moyens. Pourtant, lorsqu'il a fallu trouver 120 milliards pour combler le déficit du Crédit Lyonnais, ça n'a pas tardé !

Il est grand temps de **redistribuer les richesses dans la société**, en s'appuyant sur les luttes de novembre et décembre, où deux logiques s'affrontaient : celle du libéralisme face à celle d'une société qui répondrait aux besoins de tous. De partout sont montées des revendications sur l'emploi, l'éducation, la santé, qui montrent le chemin d'une autre société. Cette autre politique, contre les choix faits par le gouvernement et les capitalistes, est possible.

Ces mesures ne concernent pas que les jeunes, mais elles sont **les seules à même de leur proposer une place et un avenir** dans la société.

***Une autre politique
est possible !***

1 PAS D'AVENIR SANS TRAVAIL !

Depuis plus de 20 ans, les mesures politiques pour l'emploi des jeunes entre 15 et 25 ans ont multiplié les emplois précaires, les CDD, les «temps partiels en sous emploi», c'est à dire des jeunes à temps partiel souhaitant travailler davantage (57% en 1994 pour les 15-29 ans). Les étudiants-salariés sont ici une proie particulièrement avantageuse (tous ceux qui travaillent chez Macdo en savent quelque chose !). Les gouvernements ont multiplié les exonérations à l'embauche pour les patrons (100 000 en 1991) et surtout les stages qui ne débouchent jamais sur une embauche véritable.

La liste continue de s'allonger : en 1991, embauches d'apprentis 230.000, contrats de qualification 140.000, CES 106.000... sans parler des Stages "aide à l'insertion", des Contrats d'adaptation etc... Tous ces sous-emplois sont autant de moyens pour les patrons d'augmenter la productivité sans créer de vrais emplois et en payant moins de charges.

C'est pourquoi, il faut revendiquer dès maintenant :

X LA TRANSFORMATION IMMÉDIATE DE TOUS CES PETITS BOULOTS ET DE CES STAGES EN CDI

X PAS UN TRAVAILLEUR EN DESSOUS DU SMIC

**(REVALORISÉ A 7500 F),
Y COMPRIS CHEZ LES JEUNES**

X AUGMENTATION DES SALAIRES D'AU MOINS 1500 F

En finir avec le chômage

Depuis 20 ans, il y a trois fois plus de jeunes chômeurs que d'adultes. En 1994, le taux de chômage chez les 15-29 ans dépasse les 20 %, pour arriver aujourd'hui à environ 25 %. Les jeunes femmes sont les plus visées : en 1994, 23 % contre 19 % pour les jeunes hommes. Le travail est un droit. Il faut abaisser le temps de travail afin que chacun puisse avoir accès à l'emploi.

Travailler moins pour travailler tous !

En diminuant massivement le temps de travail, on libère des emplois et on permet aux salariés d'utiliser leur temps libre autrement... Cette diminution ne doit pas concerner les salaires, déjà trop bas, car là aussi l'accès à des conditions de vie décentes est un droit et pas un privilège.

X Nous devons imposer par la lutte, une "**LOI CADRE DE 32 HEURES SANS PERTE DE SALAIRE**", avec embauches correspondantes.

2 PAS D'AVENIR **SANS FORMATION !**

Tandis que l'Etat se désinvestit financièrement de l'Éducation, la sélection fait de plus en plus de ravages à l'entrée comme à l'intérieur du cycle scolaire, dans les lycées comme dans les facs.

En finir avec la sélection !

Dès le lycée et même avant, on nous "oriente" vers telle ou telle filière, en fonction de nos origines sociales et de la demande en main d'oeuvre. Les frais d'inscription sont de plus en plus chers, les achats de matériel scolaire aussi. Suivre ses études revient à un parcours du combattant. L'égalité des chances n'existe pas, ni au lycée ni à la fac.

X ACCÈS AUX ÉTUDES POUR TOUS ET TOUTES (GRATUITÉ DE L'INSCRIPTION, DES LIVRES SCOLAIRES...), DANS LA FORMATION DE SON CHOIX.

Droit à la formation et à l'autonomie financière !

Nous allons actuellement de plus en plus loin dans nos études, face à un avenir sans emploi. Même après les études, nous ne trouvons souvent pas d'emplois. Ce qui fait que ne nous pouvons prendre, par exemple, un logement indépendant que de plus en plus tard (en 1992, 72% des jeunes de 20 ans vivent encore chez leurs parents contre 59% en 1983, et seulement 22% vivent dans un logement indépendant). L'autonomie financière est complètement restreinte à cause du chômage.

X ALLOCATION D'ÉTUDES POUR TOUS ET TOUTES.

X RÉINVESTISSEMENT FINANCIER DE L'ÉTAT

Le mouvement a soumis à Bayrou des revendications, restées insatisfaites. Il faudra se remobiliser pour gagner !

X LOI DE PROGRAMMATION BUDGÉTAIRE DE 50 MILLIARDS SUR 5 ANS, AVEC 25 000 POSTES DE PROFS ET 20 000 DE NON-ENSEIGNANTS.

X RÉQUISITION DES FACs PRIVÉES DU TYPE FAC PASQUA ET LEUR INTÉGRATION AU SERVICE PUBLIC.

X ARGENT PUBLIC À L'ÉCOLE PUBLIQUE.

3 PAS D'AVENIR **SANS SÉCU !**

La défense de la Sécu a été au coeur du dernier mouvement. Alors qu'on n'en a jamais eu autant besoin, le gouvernement entend s'y attaquer et à nous faire payer son soit-disant déficit.

Défendons la Sécu !

Ce déficit est un grand bluff et un argument réactionnaire pour faire disparaître une protection sociale pour laquelle des millions de salariés ont dû se battre. Les soins et les médicaments sont de plus en plus chers et de moins en moins remboursés, et 800.000 personnes n'ont plus de protection sociale. Il faut sauver la Sécu, la perfectionner, mettre vraiment à contribution les revenus des capitaux. Au même niveau que les cotisations sociales, la taxation de ces revenus rapporterait 80 milliards.

**✕ RETRAIT DU PLAN JUPPÉ
TAXONS LES REVENUS DES
CAPITAUX POUR FINANCER LA
SÉCU**

**✕ POUR UNE SÉCURITÉ
SOCIALE ÉTUDIANTE
GRATUITE !**

Elle est beaucoup trop chère pour un jeune qui entre dans l'enseignement supérieur. A partir

de sa vingtième année, l'étudiant n'est plus couvert par la Sécu de ses parents et doit cotiser. La cotisation à la Sécu et aux mutuelles s'ajoute aux frais d'inscription, ce qui aboutit à une somme souvent supérieure à 1500 F. Par ailleurs, en dessous de 20 heures de travail par semaine, les étudiants salariés cotisent deux fois.

4 PAS D'AVENIR **SANS SERVICE** **PUBLIC !**

Le gouvernement s'attaque à l'ensemble des services publics. Il ne paye pas ses dettes à la SNCF (extension du réseau ferroviaire), coupe dans le budget des hopitaux, veut privatiser les Télécom. Ces privatisations sont nécessitées par l'Europe de Maastricht. Il est temps que l'État donne **au contraire un second souffle au service public**, en le modernisant, pour qu'il réponde, mieux que maintenant, aux besoins de tous.

**✕ CONTRE LES
PRIVATISATIONS DES
SERVICES PUBLICS**

**✕ POUR UN SERVICE PUBLIC
RÉELLEMENT AU SERVICE DES
USAGERS (SANTÉ, TRANSPORTS,
EDUCATION...)**

5 PAS D'AVENIR **SANS ÉGALITÉ** **DES DROITS !**

Le gouvernement cherche à nous diviser en désignant les femmes et les immigrés comme responsables de la crise.

Pour les droits des femmes

Dans l'arsenal des mesures réactionnaires et des attaques économiques, les femmes sont touchées de plein fouet par le chômage et la précarité. Elles sont en première ligne pour les emplois précaires et les temps-partiels imposés. Dans un contexte de remontée de l'ordre moral, de multiplication des attaques des commandos anti-IVG, le gouvernement fait des coupes dans les budgets alloués aux *Centres d'interruption volontaire de grossesse*, dont beaucoup ferment aujourd'hui. Suite à la puissante manifestation du 25.11.95, il faut se battre contre le sexisme et pour l'égalité des droits.

✕ A TRAVAIL ÉGAL, SALAIRE ÉGAL

✕ AVORTEMENT, CONTRACEPTION LIBRES ET GRATUITS.

Les expulsions et les contrôles au faciès se multiplient. Dans certains quartiers, on assiste à des rafles. Les étrangers n'ont aucun droit, les étudiants et les jeunes issus de l'immigration sont traqués.

✕ ABROGATION DES LOIS ET CIRCULAIRES RACISTES (LOIS PASQUA, CIRCULAIRES SAUVÉ-MARCHAND).

✕ ARRÊT DES EXPULSIONS ET DES CONTRÔLES AU FACIÈS.

✕ DROIT DE VOTE DES IMMIGRÉS À TOUTES LES ÉLECTIONS

✕ CONTRE LE RETOUR À L'ORDRE MORAL ET LA PRÉFÉRENCE NATIONALE.

6 PAS D'AVENIR **SANS TOIT !**

Privés d'emploi, des milliers de salariés sont jetés à la rue, compte tenu de l'augmentation des loyers et de la difficulté d'accès aux logements sociaux. Le DAL (Droit au logement) et d'autres ont réussi à crever l'écran médiatique l'année dernière en réquisitionnant un immeuble rue du Dragon à Paris.

✕ RÉQUISITION DES

LOGEMENTS VIDES

✕ PLAN DE CONSTRUCTION DE LOGEMENTS SOCIAUX.

Pour que ça change, il faut tous s'y mettre !

Ces mesures, nous proposons d'en discuter avec tous ceux et toutes celles qui ont participé ou se sont sentis solidaires des mobilisations de cet hiver. Nous pensons que nous pouvons imposer ces revendications par la lutte, si nous sommes nombreux à les proposer et si les prochains mouvements s'en emparent. Nous proposons aussi ces mesures à toutes les forces politiques de gauche intervenant dans la jeunesse afin que des milliers de jeunes reprennent, unis, confiance dans leur force de mobilisation.

Nous ne nous faisons pas d'illusions. Ces mesures à elles seules ne suffiront pas à en finir avec la crise, le chômage, la misère et la loi du profit. Mais gagner sur ces mesures serait un premier pas, un encouragement à continuer, pour rompre radicalement avec cette société qui marche à l'envers, ne fonctionne que pour les profits.

Au niveau international, les profits circulent et restent entre les mains d'un petit nombre, alors que des millions de personnes meurent de faim dans le tiers-monde.

En 1993, les profits ont augmenté de 23% à la Bourse de Paris, tandis que le nombre de chômeurs s'élevait de 300 000. Qui peut croire que les deux phénomènes ne sont pas liés ?

C'est pourquoi, nous pensons qu'en s'y mettant tous ensemble, nous pouvons donner corps à une nouvelle représentation politique pour les jeunes, aux côtés des salariés.

Nous militons pour que cette organisation révolutionnaire de la jeunesse soit incontournable, pour la lutte contre ce gouvernement, contre les capitalistes, et pour un programme qui remette en cause la loi du profit et propose une société répondant aux besoins de tous et toutes.

Voilà pourquoi nous nous organisons aujourd'hui !

**Soutiens les
mesures d'urgence !**

Rejoins les JCR-RED !

Sommaire

p 2 : Premier acte : le Plan Juppé sur la Sécu

p 8 : Deuxième acte : le mouvement de décembre

p 13 : Juppé et le mouvement étudiant

p 22 : Pas d'avenir avec la crise

p 27 : Six mesures d'urgence pour la jeunesse

Lisez Révolution égalité démocratie !

Le journal des JCR-RED

Jeunesses communistes révolutionnaires

Révolution égalité démocratie

2 rue Richard Lenoir

93100 Montreuil

Imprimerie Rotographie